

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 012 du Mercredi 02 Août 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

BVMAC

SOCAPALM'S SHARES RECORD 18.4 MILLION IN SINGLE TRANSACTION



PAGE 4



SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ AU CAMEROUN

4 000 personnels soignants bénéficient d'un financement de 2 milliards de FCFA

Emmener le personnel de santé à arrondir ses fins du mois et à jouir d'une autonomie financière en exerçant une activité secondaire notamment la culture à l'échelle industrielle de la banane plantain, c'est le but de la convention signée entre la Filière banane plantain du Cameroun (Fbpc), Fertile Ground et G-Conseil Cameroun, au terme du Salon international de la Santé, tenue du 24 au 28 juillet 2023 au Musée national de Yaoundé.

Page 2

PORT FLUVIAL DE GAROUA



PLUS DE 15 MILLIARDS DE FCFA POUR LUI REDONNER DU SANG NEUF

PAGE 3

LOAN

CAMEROON'S DEBTS RISES TO OVER 12 BILLION IN 2023

PAGE 5

GRADUATION



PRES DE 500 ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE DES TIC PRETS A L'EMPLOI

PAGE 3

ENTREPRISES

SALON INTERNATIONAL
DE LA SANTE AU CAMEROUN

Doter le Cameroun d'un centre d'agriffâmes (chaîne de valeurs) de la filière banane plantain en vue de former 4 000 personnels soignants à la production, transformation et à la commercialisation de la banane plantain. Mais aussi, doter le personnel soignant du plus grand Centre de formation médicale en Afrique Centrale, disposant d'un plateau technique de haut vol, construit en plein cœur de l'agriffâmes ou des médecins venus des Etats-Unis vont dispenser le savoir en médecine. C'est l'objectif de la convention tripartite signée entre la Filière banane-plantain du Cameroun (Fbpc), Fertile Ground, G-Conseil Cameroun. En effet, cette convention donne la possibilité aux personnels soignants de sortir de leur état de précarité, d'être financièrement autonome en étant des acteurs de la chaîne de valeurs banane plantain, tout en exerçant leur profession de médecin, comme le souligne, Dr Simon Pierre Gwet, président de G-Conseil Cameroun, et promoteur du Salon international de la Santé au Cameroun. « Cette convention tripartite, donne l'occasion aux personnels soignants de se former à la production, la transformation et la commercialisation de la banane plantain. Voilà pourquoi j'invite mes col-

lègues médecins, à se retrousser les manches, à mettre de côté les grèves et revendications, et à saisir cette opportunité offerte par la signature de cette convention. 2 milliards de FCFA, ce n'est pas pour mettre les blouses de côté, Dieu merci, ce corps de métier nous accorde pour la plupart deux jours de repos par semaine. Pendant ces deux jours, nous pouvons faire de grandes choses. Cela étant, je vous invite massivement à rejoindre ce partenariat pour qu'ensemble, nous puissions donner vie à ce projet de la chaîne de valeurs dans le secteur de la banane plantain ». Conformément à la SND30, le Cameroun doit rapidement passer à une production de 10 millions de tonnes de banane plantain par an, pour soutenir le tissu industriel du pays. Une raison de plus pour se lancer à la quête des financements. « Je suis dans mon rôle de trouver des financements pour tout Camerounais qui choisira de s'investir dans la filière banane plantain. Je suis également dans mon rôle de casser les codes, car personne n'a le monopole du titre d'entrepreneur agricole. Voilà pourquoi, c'est possible pour un médecin de faire de l'agriculture pendant ses heures libres. Il faut que nous apprenions à travailler en fonction des objectifs de la SND30, d'où l'obten-

Emmener le personnel de santé à arrondir ses fins du mois et à jouir d'une autonomie financière en exerçant une activité secondaire notamment la culture à l'échelle industrielle de la banane plantain, c'est le but de la convention signée entre la Filière banane plantain du Cameroun (Fbpc), Fertile Ground et G-Conseil Cameroun, au terme du Salon international de la Santé, tenue du 24 au 28 juillet 2023 au Musée national de Yaoundé.

4 000 personnels soignants bénéficient d'un financement de 2 milliards de FCFA

Clôture du Salon
international
de la santé au
Cameroun.

tion de ce financement en faveur du personnel soignant pour ce projet de la chaîne de valeurs dans le secteur de la banane plantain », déclare Tony Obam Bikoue, président de la Fbpc déclare. Mais pour s'y faire, la mise sur pied de l'agriffâmes, qui est un vaste espace de terre constitué de plusieurs hectares, comprenant des pépinières, champs de production, matériels agricoles, magasins de stockages, usines de transformation, habitation du personnel agricole... est un impératif. D'où tout l'intérêt de la signature cette convention. Alim Moustapha, responsable de liaison Fertile Ground, Yaoundé, fait observer que : « Le Centre d'incubation mis sur pied sur fonds propre de Fertile Ground à Kribi est

déjà opérationnel, le financement des 2 milliards de FCFA issu du partenaire américain Fertile Ground, est d'orge et déjà disponible. Le personnel de santé n'a plus qu'à se rapprocher de la Fbpc pour se mettre en règle et intégrer le projet ». Rappelons que cette convention de partenariat signée entre la Filière banane plantain du Cameroun (Fbpc), Fertile Ground et G-Conseil Cameroun, est l'une des retombées de la 4e édition du Salon international de la santé au Cameroun, qui s'est tenu du 24 au 28 juillet dernier à Yaoundé, sous le haut parrainage du ministère de la Santé publique. Pendant 4 jours, le Musée national qui a abrité l'événement, a connu la présence de 2 467 visiteurs, 1 320 participants aux ateliers, une dizaine

de participants venus de la diaspora et une quinzaine de stands d'exposition disséminée sur le site de l'événement. À l'issue de la tenue avec succès de cette 4e édition du Salon, Dr Simon Pierre Gwet, président de G-Conseil Cameroun et promoteur dudit Salon, a tenu à adresser ses vifs remerciements au ministre de la Santé publique, Dr Ma-naouda Malachie, pour son soutien tant financier que matériel pour la réussite de cette autre édition du Salon international de la santé au Cameroun. En mettant la clé sous le paillasson, G-Conseil Cameroun et ses partenaires se sont donnés rendez-vous pour la prochaine édition, la 5e bien évidemment.

Raphael Mforlem

PORT FLUVIAL DE GAROUA

C'est une infrastructure maritime vétuste dont la pleine mesure de sa remise à neuf aura pour avantages d'accroître non seulement les échanges commerciaux avec le Nigeria voisin, mais aussi, de rompre le circuit informel d'une grande partie des transactions avec ce pays. Par ailleurs, l'opération de réhabilitation du Port fluvial de Garoua va contribuer à renflouer les caisses de la Communauté urbaine de Garoua, collectivité territoriale décentralisée à qui l'ouvrage por-

tuaire avait été rétro-cédé en 2003. Après une si longue attente, le projet de modernisation donc les fonds restent à mobiliser consistera d'après les explications fournies, à réhabiliter la plupart des ouvrages déjà existants singulièrement les bâtiments, terre-pleins, quais, voies de navigation et réseaux divers sans oublier la construction de nouvelles infrastructures, lesquelles viendront booster les activités de commerce, de pêche, de transport régulier et de croisière. À titre de rappel, le Port

Selon Louis Epoubeke, le Directeur général de l'Autorité portuaire nationale (APN), la réhabilitation et la modernisation de cet espace portuaire requière la mobilisation d'une enveloppe de 16 milliards de FCFA. Le constat a été fait le 25 juillet dernier, lors d'une séance de travail à Garoua.

Plus de 15 milliards de FCFA pour lui redonner du sang neuf



fluvial de Garoua a été construit en 1935 sur les berges de la Benoue, et avait connu un arrêt majeur de ses activités

Port fluvial de Garoua

à partir des années 1965 à cause des conflits successifs au Biafra, la concurrence routière et la fermeture

de la frontière nigériane entre 1984 et 1986, la baisse drastique et l'arrêt complet des exportations d'arachides en 1966 puis l'arrêt des importations d'hydrocarbures en 1967. En bref, après plus d'une quarantaine d'années d'inactivité, le Port fluvial de Garoua va renaître tel un Phoenix, ceci au grand bénéfice des populations riveraines, mais également pour matérialiser la mise en œuvre concrète des politiques de développement.

Martial Obiona

GRADUATION

Près de 500 étudiants de l'Université des TIC prêts à l'emploi

La cérémonie de remise des diplômes aux étudiants de la 7e promotion de l'Université des Technologies de l'information et de la communication (TIC) a eu lieu ce 29 juillet 2023 au Palais des congrès de Yaoundé, en présence des invités de marque, et de plusieurs membres du gouvernement.



Remise des parchemins de fin de formation aux étudiants de l'université des TIC.

C'est sous le thème : « La place de l'Université des TIC dans la construction éthique de la nation », que s'est tenue la cérémonie de remise des parchemins aux étudiants de la 7e promotion de l'Université des TIC. Une promotion dont les missions visent à Forger l'intelligence artificielle, s'ouvrir au monde entier et apporter des solutions pratiques aux problèmes quotidiens. L'événement de ce 29 juillet 2023 vient mettre un terme à près de 3 années de formation au cours desquelles les étudiants de la prestigieuse univer-

sité des technologies de l'information et de la communication ont été outillés à affronter la vie professionnelle. Grandiose de par le parterre d'invités et de personnalités présentes, la cérémonie a été l'occasion de poser les jalons d'une nouvelle vision de l'industrie numérique, un domaine qui occupe une place premium au moment où la digitalisation du monde connaît une évolution fulgurante. Dans leurs différents speeches, le Vice-chancelier de ICT University, Pr Emmanuel Pondi a souligné l'importance qu'il y a à célébrer les vedettes

pendant qu'ils sont encore en vie, c'est dans le même sciage que le Directeur général de la Crtv, Charles Ndongo a profité de cette tribune pour rendre hommage aux défunts collaborateurs. Il a par ailleurs signifié aux heureux élus que sont les diplômés du jour, le rôle qui est le leur dans la construction d'un Cameroun numériquement fort et accessible au monde entier à travers les technologies de l'information et de la communication, tel un village planétaire. En outre, le Directeur général de la Cameroon

radio and television n'a pas manqué de rappeler aux étudiants en fin de formation et qui sont prêts à intégrer le monde de l'emploi, la notion de persévérance. Une notion chère à Charles Ndongo au regard de la quarantaine d'années passées sous les strates du terrain. Quant à Éric Chinje, fidèle à son franc-parler comme de coutume n'a guère manqué de préparer les promotionnaires de cette 7e cuvée à être des leaders de la technologie de demain, car l'industrie numérique constitue à date un important levier de développement économique pour les pays. Sous la supervision du président-fondateur de la ICT University, Pr Victor W Mbarika, la cérémonie a également été l'occasion d'offrir le prix Life Time Achievement Award à Charles Ndongo, Directeur général de la Crtv et Éric Chinje, Ex-Directeur géné-

ral adjoint de la Crtv. Une distinction qui vise à célébrer leurs carrières, eux dont les noms résonnent au firmament lorsque l'on évoque les icônes de la communication au Cameroun. Pour rappel, ICT University est une institution universitaire dont l'enseignement est basé sur un programme d'éducation purement américain, qui fournit des outils de qualité en matière de Technologie de l'information et de la communication (TIC) et développe les capacités humaines et managériales spécialement conçues pour l'Afrique, l'Amérique Latine, les Caraïbes et l'Asie. Créé en 2010, cette institution universitaire constitue une référence en matière de recherche, d'innovation et de formation des chercheurs utile pour les pays en développement.

Raphaël Mforlem

BANKING AND FINANCE

BVMAC

At the close of the trading session on July 24, the Central African Securities Exchange (Bvmac) recorded several transactions on the equity compartment. In particular, 368 shares from a subsidiary of the Luxembourg group Socfin were exchanged at a unit price of 50,100 FCFA. This price is up by 4.38 % compared to its closing level of July 21, 2023 which was 48,000 FCFA. These securities were traded for an envelope of 18.4 million FCFA.

Socapalm's shares record 18.4 million in single transaction

Following the rise in Socapalm's share price, the market capitalization is on the rise. It goes from a little more than 450 billion to 459.6 billion FCFA. Correlatively, the free float has also increased and skipped to 66.1 billion FCFA against 64.4 billion FCFA the previous day. Indeed, the rush of investors on this stock is directly linked to the payment, on July 11, of dividends to stock market shareholders on behalf of the 2022 financial year. An

envelope of 1.5 billion FCFA has been distributed by the issuer. In a note signed by Louis Banga Ntolo, Managing Director of Bvmac, « The net unit dividend amounts to 2,002.50 FCFA for the shares constituting the float listed on the stock exchange ».

This distribution follows the positive net result achieved by this agribusiness specializing in palm oil production as of December 31, 2022. Although in slight decline, Socapalm's profit amount-

ed to 10.6 billion FCFA, against 13.7 billion in 2021, a decrease of over 3 billion FCFA in relative value and 22.3 % in absolute value. There is also a decrease of 1.6% (1.2 million FCFA) in its turnover in 2022.

On the Bonds compartment of the regional stock exchange, the session of July 24, 2023 recorded no transactions. This keeps the outstanding listed debts stable at 1,202.4 billion FCFA, compared to the thirty



scholarships that the African continent has. The Central Bank launched a call for tenders on May 22, in order to recruit a consultant with a view to improving the listing system of the regional stock

Champ de la Socapalm

exchange.

At the Bvmac, Louis Banga Ntolo is looking forward to increasing the number of trading days from three to five days, that is to say from Monday to Friday and no longer on Mondays, Wednesdays and Fridays as is customary. Moreover, the reactivation of the zero coupon Treasury Bond Market vMarket (OTZ) by Cameroon participates in the policy aimed at boosting the unified stock market.

Sorelle Ninguem

FOREIGN DIRECT INVESTMENT

Cameroon, Gabon and Chad receive lion's share in 2022

According to the report of the United Nations Conference on Trade and Development (Unctad) on investments in the world, the six Cemac countries have received 2,156 billion FCFA in Foreign direct investment (FDI) in 2022. Down by 299 billion FCFA compared to the previous year, these FDI are unevenly distributed between the states. Gabon, Cameroon and Chad take the lion's share, while the CAR is almost left out in the sharing.

The figures contained in the report of the United Nations Conference on Trade and Development (Unctad) on investments in the world inform that this Central African country received FDI worth 1.1 billion dollars in 2022, or about 656.3 billion FCFA. This envelope is nevertheless drastically decreasing, since the country had received 895 billion FCFA of FDI in 2021. According to the distribu-

tion report, Gabon received the largest share of Foreign Direct Investment (FDI) during the year 2022. In the hit parade of the largest catchers of FDI in the Cemac zone, Gabon outsmart Cameroon, that is now ranked second destination for Foreign Direct Investment in the subregion. According to the figures of Unctad, this country considered as the first economy of Cemac received more than 530 billion FCFA of FDI during



the year 2022. The third largest destinations for FDI in the Cemac Zone is held by the Republic of Chad, which received an envelope of more than 360 billion FCFA in 2022, against 420.6 billion FCFA in 2021, which reveals a decrease of about 60 billion FCFA in one year.

Based on the figures published by Unctad, Gabon, Cameroon and Chad alone

received 72 % of FDI destined for Cemac countries in 2022. Indeed, the UN body reveals that these three countries have taken \$ 2.6 billion in FDI in 2022, or more than 1,550 billion FCFA ; out of a total volume of \$ 3.6 billion, about 2,156 billion FCFA invested by foreigners in the subregion that year. Following a global trend, the volume of FDI reaching the Cemac countries is experiencing a decrease, in comparison with the 2,544 billion FCFA received by the six countries of this economic community in 2021. According to Unctad, this decline is the consequence of an international context « largely dominated by crises, in particular the war in Ukraine which paralyzes supply chains, high food and energy prices, financial turbulence and debt pressures ».

The context described by

Unctad, however, had no impact on FDI to Congo. Foreign direct investments remained stable there at 532 million dollars in 2022, or 317.5 billion FCFA, according to official figures. The same scenario was observed in Equatorial Guinea, where the country received FDI worth 273.8 billion FCFA, after receiving 460 274 billion FCFA in 2021. A country shaken by internal socio-political tensions for over ten years and which is therefore insecure for foreign investors. With the FDI inflows recorded in 2022, Cemac now accumulates a stock of foreign direct investments estimated 48,854.7 billion FCFA. 2 / 5th of this stock is for the benefit of the Republic of Congo, which has captured 34 billion dollars, or 20 257.8 billion FCFA.

SN

CAMEROON REINSURANCE CORPORATION

The government projects to create a national reinsurance company called "Cameroon Reinsurance Corporation" (Cameroon-Re), that has just reached a new stage according to information from the General Directorate of the Treasury, hosted by Minfi. The source reveals to this effect that : "the draft of the definitive statutes has already been submitted to companies, shareholders, for their assessment in accordance with the Ohada uniform act relating to the rights of commercial companies the Economic Interest Grouping

GIE and with the CIMA insurance code. After this step, Cameroon-Re will have to submit an application for approval to the Cima before its launch. The duration before all steps are complete is not known yet before the erection of this reinsurance company, that has been in the making since 2019 and whose main objective is to strengthen the capacities of local insurance companies and diversify the insurance coverage offer. The sector constitutes one of the major pillars of financing for the Cameroonian economy. « The vitality of the reinsurance system and its

This step is the prerequisite to submitting an application for approval to the Inter-African Conference of Insurance Markets (Cima), according to the General Directorate of the Treasury housed within the Ministry of Finance.

State hands articles of association to shareholders



guarantee by the Treasury appear today as a guarantee of greater economic development and constitute a lock for the security of investments increasingly subject to hazards of all

Headquarters of the Cameroon reinsurance corporation.

kinds », notes the Treasury Department. Indeed, this company is to start with a capital of 15 billion FCFA, divided between local insurance and reinsurance companies 51 %, a strategic partner, preferably reinsurer 34 %, the State of Cameroon 10 %, and the various shareholders 5 %. It will therefore be the second reinsurance company in the CEMAC zone, after the Gabonese Commercial Reinsurance Company (SCG-Re), a subsidiary of the Gabonese Strategic Investment Fund (FGIS). Reinsurance is defined as the insurance of insurers and a contract

by which a company, the reinsurer or the concessionaire, assumes part of the risks subscribed by an insurer to its policyholders. This is a guarantee for insurance companies that cannot always fully or partially cover the risks incurred by their policyholders. The professional reinsurer thus provides technical assistance to insurance companies in order to protect them from bankruptcy, by setting up efficient management mechanisms and by providing a financial guarantee in the event of default on the part of insurers.

Sorelle Ninguem

LOAN

Cameroon's debts rises to over 12 billion in 2023

According to the document entitled *budget orientation debate 2024 published by the Cameroonian Ministry of Finance, the public sector debt is estimated at 12 122 billion FCFA, or 41.1 % of Gross Domestic Product (GDP). This outstanding amount is up by 12.4 % compared to the same period in 2022 when it stood at 10,618.8 billion FCFA. The total debt is divided between external debt and internal debt.*

The ministry's report also points out that the increase in Cameroon's public debt is mainly due to « budgetary support disbursed as part of the Economic and Financial Program ; regular issues of public

securities, and numerous disbursements made on project loans ; variations in exchange rates with the strong appreciation of the dollar against the euro and by ricochet of the FCFA recorded in 2022 approximately 225 billion FCFA

». At the end of April 2023, the outstanding external debt is estimated at 7,996 billion FCFA, or 28.8 % of GDP and records a slight increase of 1.7 % year-on-year. In detail, this outstanding amount consists of : 47.5 % (3,800.4 billion FCFA) of multilateral debt which is a loan contracted with multilateral institutions such as the IMF and the World Bank ; 40.2 % (3,215 billion) of bilateral debt - loan contracted by a State from another State- ; and 12.2 % (981 billion) of commercial debt -agreement or a set of financing agreements, in the form of credits and / or loans, granted by financial ins-



titutions (creditor) to a commercial organization (debtor). Among the largest multilateral lenders in Cameroon, include the World Bank with its IDA fund with net worth of 1,169.8 billion CFA francs ; the International Monetary Fund, 810.7 billion ; the African Development Bank,

Headquarters of the Autonomous Sinking Fund.

612.8 billion ; the African Development Fund, 404.8 billion. Bilateral partners on their consist of China, 2,078.6 billion) ; France, 836 billion ; Germany, 16.5 billion ; Belgium, 8.1 billion, among others. The outstanding domestic debt of the state on April 30, 2023 is estimated at 3,017.7 billion FCFA and represents 10.7 % of GDP. Compared to the previous year, this outstanding amount recorded an increase of 4 % « mainly due to new issues of public securities during the year 2022, and the signing of new cross-debt agreements and debt assignments », notes the document.

SN

CONJONCTURE

EFFONDREMENT
D'IMMEUBLES

La ville de Douala a été le théâtre de l'effondrement d'un immeuble R+4 causant le décès de plusieurs personnes le week-end du 22 au 23 juillet 2023. Face à cette situation qui devient répétitive sur l'ensemble du territoire, le gouvernement à travers le ministre de l'Habitat et du développement urbain (Minhdu) a instruit un train de mesures urgentes dont : la mise sur pied d'un dispositif de recueil des dénonciations afin d'anticiper et de prévenir les catastrophes de ce type ; solliciter des popula-

tions la dénonciation de toute construction présentant des risques ; la pose de scellés sur les constructions irrégulières, etc. C'est dans cette lancée que la Communauté urbaine de Douala (CUD) a décidé de lancer un appel d'offres visant à effectuer des travaux de stabilisation des zones d'éboulement dans le chef-lieu de la région du Littoral. Plus précisément, « il s'agit de la construction d'ouvrages dont le but est d'empêcher que la terre s'effondre, causant d'importants dégâts tant au sommet qu'à la base », explique

Cette décision fait suite aux éboulements de terrain enregistrés dans la ville il y a quelques jours. 4 localités sont concernées : Logbessou Antenne pour un montant de 350 millions, Ndogbong Guinness 600 millions, Ebongue city 510 millions, et Lendi solidarité 260 millions.

La CUD va injecter 2 milliards pour la stabilisation des zones sinistrées



Siège de la communauté urbaine de Douala.

une source au sein de la CUD. Ceci dans « le but de l'amélioration des conditions de vie des populations de la ville de Douala (...) et dont l'aménagement permettra de stabiliser les zones et de préserver les biens et les per-

sonnes », peut-on lire dans le manifeste produit à cet effet.

4 lots sont donc concernés par les travaux que voudraient lancer la CUD. Il s'agit de Logbessou Antenne (pour un montant de 350 millions et d'une durée de 10 mois), Ndogbong Guinness (600 millions, 12 mois), Ebongue city (510 millions, 8 mois) et Lendi solidarité (260 millions, 8 mois). Soit un total de 1,720 milliard de FCFA nécessaire pour cette opération qui consistent aux travaux forfaitaires d'installation de chantier, d'amenée et de repli du matériel ;

les travaux préliminaires, le nettoyage et la libération des emprises ; les ouvrages de drainage longitudinaux et transversaux (caniveaux et dalots) ; l'aménagement paysager et d'espaces verts, entre autres.

Des travaux qui de concert aux mesures gouvernementales permettront de réduire les éboulements de terrain dans la capitale économique où d'après les services de la CUD, plus de 1000 immeubles sont érigés et illégalement construits.

Cindy Mbala

INFLATION

Bertoua, ville la plus chère en fin 2023

L'Institut nationale de la statistique (INS) le chef-lieu de la région de l'Est affiche un niveau général des prix de 8,5 % soit une variation de 11,2 % en glissement annuel au cours de cette période de l'année en cours.

Au Cameroun, le taux d'inflation a atteint 7,5 % à fin mai 2023, soit plus du double du seuil de 3 % fixé en zone Cemac (Cameroun, Congo, Tchad, Gabon, Guinée-Équatoriale, RCA). C'est ce que révèle l'Institut national de la statistique (INS) dans sa première publication depuis janvier, de la note sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages.

Sans avancer les raisons spécifiques qui justifient le taux d'inflation attribué à chacun des 10 chefs-lieux de régions, le statisticien camerounais dresse tout de même une classification des villes les plus chères du pays à fin mai 2023. Toutes ces villes

connaissent une flambée des prix à fin mai par rapport à la même période en 2022. Dans la foulée, Bertoua occupe la tête de peloton avec un taux d'inflation de 8,5 %, soit une variation de 11,2 % en glissement annuel. Le chef-lieu de la région de l'Est est suivi dans cet élan inflationniste par Bafoussam qui affiche 8,2 % pour une variation de 8,1 % entre mai 2022-mai 2023.

Buea, l'une des villes où sévit la crise sécuritaire, enregistre pour sa part, un taux d'inflation de 8 % à fin mai 2023 (+7,7 %). En 4e position, arrive Yaoundé avec un niveau général des prix de 7,9 % soit une hausse de 8,1 % comparé à la même période en mai 2022. Juste derrière,

Ngaoundéré avec 7,8 % (+7,1 %).

En 6e position, Bamenda affiche 7,4 % (+6,7 %), Douala 7,3 % (+7,7 %). Maroua a pour sa part enregistré un taux d'inflation de 6,6 % à fin mai 2023 pour une progression de 7,1 % en glissement annuel. Avec un score de 6,4 %, Ebolowa intervient en 9e position (+7,3 %). Malgré une variation de 7,7 % entre mai 2022-mai 2023, Garoua qui était la ville la plus chère du Cameroun en 2022, a occupé il y a deux mois, le 10e rang soit la ville où le coût de la vie est plus abordable avec un taux d'inflation de 6,3 %.

Du point de vue globale, dans son rapport, l'INS attribue principalement cette flambée aux biens et services locaux qui ont connu un bond de 8,7 % entre mai 2022 et mai 2023 contre 5,9 % pour les produits importés. Dans la foulée, les prix de transport bondissent de 16,2 %, de 11,6 % pour les produits alimentaires notamment les légumes (+23 %), les huiles et graisses (+15,8 %), les fruits (+14 %). De l'au-



Marché de Bertoua.

tre côté, les meubles, articles de ménage et d'entretien courant (+8,5 %), les Restaurants et hôtels (+5,3 %) sont entre autres produits qui ont concouru à l'aggravation de l'inflation en glissement annuel.

Il convient également de relever que le niveau général des prix qui s'est établi à 7,1 % en mars-un mois après la hausse des prix à la pompe poursuivi son envol pour se situer à 7,3 % en avril puis 7,5 % au mois de mai. Par rapport aux 3,5 % enregistrés en mai 2022, le taux d'inflation a progressé de 3,7 % en glissement annuel. Avec ce comportement des prix sur le marché camerounais, l'on tend inexorablement vers les

prévisions faites par l'Institut national de la Statistique en février dernier où il indiquait que la barre sera maintenue au-dessus de 6 % d'ici la fin d'année compte tenu de la hausse des prix des carburants consécutivement à la réduction des subventions à la pompe actée depuis le 1er février de l'année en cours. Surtout que toutes les mesures d'accompagnement prises ne sont pas toujours effectives en l'occurrence du Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig).

À cette allure, donc, le Cameroun pourrait certainement dépasser le taux d'inflation de 6,3 % de 2022, une performance jamais atteinte depuis 27 ans. Dans son Document de programmation budgétaire publié après la loi de finance rectificative, le gouvernement camerounais s'est également voulu vigilant en projetant cette fois-ci, un taux d'inflation de 5,9 % à fin 2023 contre 3 % initialement prévu soit une révision à la hausse de 2,9 %.

Marius Zogo

IMPORTATION DES VÉHICULES USÉS

Des carrosseries à peine reconnaissables et les véhicules eux-mêmes, devenus bringuebalants malgré moult passages à la tôlerie pour réfection. C'est le visage qu'offrent plusieurs voitures en circulation aussi bien dans les milieux ruraux qu'urbains. Si l'état de la route concourt à la vétusté de ces engins à quatre roues, il reste tout de même que beaucoup d'entre eux sont déversés au Cameroun après avoir consommé plus de 10 ans de vie ; ce qui accentue le phénomène de la pollution.

À la lecture de l'étude sur l'analyse des types de véhicules importés au Cameroun présentée le 25 juillet dernier à Yaoundé par le ministre des Transports, Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, il transparaît que le gouvernement est

encore loin de sortir de l'impasse. Pour preuve, en moyenne, 30 000 voitures et camionnettes sont importées chaque année au Cameroun ; des importations dominées par les véhicules d'occasion âgés de plus de 15 ans, a-t-on appris. En lien avec un récent rapport publié par le Minddevel, les voitures d'occasion représentent 57,3 % des 52 272 véhicules sur l'ensemble du territoire national (soit 47 466 taxis et 6 146 cars). Un chiffre qui doit être bien au-delà, 7 ans après cette étude réalisée par EC-Ecam.

S'il est vrai que les particuliers commandent également les véhicules, il reste que les importations profitent davantage aux opérateurs économiques qui disposent d'un important capital. De fait, les pouvoirs publics se doivent de suffisamment soutenir le secteur privé

Mesures fiscales, insuffisance d'accompagnement des transporteurs, non-implémentation de la prime à la casse... sont entre autres problèmes de fonds auxquels le ministère des Transports doit trouver des réponses urgentes pour réduire ce phénomène qui aggrave la pollution.

L'Etat du Cameroun dans l'impasse



pour réduire ce phénomène qui a toujours pignon sur rue. C'est en tout cas, l'analyse de Jean Collins Defossokeng, président du Syndicat national des employés du secteur terrestre (Synester). « Il y a pratiquement un laisser-aller et puis, c'est une espèce d'acquis mieux-mieux. Le gouvernement dans l'incapacité de pouvoir accompagner les transporteurs, ne peut quand même pas leur imposer une

dépense financière supplémentaire alors qu'on a un peuple paupérisé qui est incapable de supporter les vrais coûts de transport. Donc, pour que le Camerounais continue de voyager, c'est grâce au transport au rabais ». Suivant ce point de vue, « les mesures fiscales en vigueur pour encourager l'importation des véhicules propres restent limitées », rapporte le quotidien national bilingue Cameroon Tribune.

Aussi, une solution fiable n'a toujours pas vu le jour pour ravitailler massivement le marché par la production locale ou du moins d'où le recours sans cesse aux importations. Par ailleurs, la mesure annoncée par le gouvernement (il y a plus d'un an) pour débarrasser les vieilles voitures de la voie publique, n'est toujours pas implémentée. Il s'agit de la

prime à la casse qui consiste à retirer de la circulation des vieux véhicules, contre un autre financement ou un soutien bancaire pour l'acquisition d'un nouveau véhicule.

En attendant la matérialisation de ce projet sur lequel le ministère des Transport travaille actuellement, l'on préconise au sein de ce département ministériel : la limitation de l'âge des véhicules importés à 05 ans et à l'instauration des mesures fiscales en rapport avec les types de carburants utilisés. Ngalle Bibehe et ses collaborateurs explorent aussi les pistes d'amélioration de l'importation des véhicules moins polluants en adoptant ceux qui utilisent les ressources d'énergie renouvelable à côté du carburant.

Marius Zogo

ALTÉRATION DE LA NOTE SOUVERAINE

Quelle conséquence pour le Cameroun ?

Redoutée par les experts, la dégradation de la note de crédit opérée jeudi dernier par Moody's tombe plutôt mal pour Yaoundé dont le besoin en financement est pressant pour soutenir l'équilibre budgétaire.

S'appuyant sur des tensions de trésorerie auxquelles le pays fait face due à plusieurs facteurs internes et externes, l'agence de notation financière internationale Moody's a annoncé, jeudi dernier avoir abaissé la note du Cameroun à Caa1 dans la foulée d'un retard de paiement sur un créancier privé annoncé par le FMI. Comme les deux autres grandes agences de notation (S&P et Fitch), la principale activité de Moody's consiste à évaluer la capacité des Etats à rembourser leur dette, en leur attribuant une note matérialisée par des lettres. La meilleure note étant AAA (crédit de qualité optimale), la pire étant C ou D (défaut de paiement) selon les

agences. Le Cameroun a déjà enregistré au moins un défaut dans son histoire, c'était en 1983, selon Moody's. Aujourd'hui, le pays est à cinq crans de cette dernière catégorie qui vous prive quasiment de financements internationaux. Ce qui n'en fait pas une bonne nouvelle pour autant.

Cette décision tombe dans un contexte mondial de durcissement des conditions financières dans le sillage de la guerre en Ukraine. L'augmentation du risque Cameroun signifie qu'il pourrait être appelé à payer plus cher les coupons annuels sur ses eurobonds actuels. Bien plus, dans le cas où il contractait de nouveaux prêts commerciaux sur le marché international,

le Cameroun devra payer beaucoup plus cher compte tenu du niveau de risque qu'il représente désormais pour les investisseurs. Une mauvaise nouvelle pour le pays qui a prévu réaliser cette année un emprunt en devises par placement privé sur le marché international. La loi des finances rectificatives de ce mois de juin, consiste pour le Trésor public à mobiliser 200 milliards de FCFA sur le marché international des capitaux, à travers un placement privé. D'après certaines sources, le Cameroun compte d'ailleurs s'attacher les services d'intermédiation de Rothschild & Co. Le président de la République a en effet donné son avis favorable au ministre camerounais des Finances Louis Paul Motaze pour qu'il engage des échanges dans ce sens avec la Holding financière internationale. En lieu et place d'un eurobond, comme en 2015 et 2021, le gouvernement a opté pour un prêt en syndication auprès des banquiers et au-



tres institutions financières. La baisse de la note signifie qu'il faudra s'attendre à des coûts bien plus élevés que prévus.

Le déclassé du Cameroun concerne également les emprunts en monnaie locale. Sur le marché domestique de la dette, les conditions de financement sont de plus en plus difficiles. Pressés en amont par la banque centrale qui mène une politique monétaire agressive, les investisseurs (principalement les banques commerciales) ont

renchéri le coût du crédit sur le marché domestique depuis le début de l'année. Émetteur de dette de référence, le Cameroun n'échappe pas à cette dynamique. Selon un récent rapport de la Beac, le coût moyen des BTA du pays a doublé en 1 an passant de 2,68 % en juin 2022 à 4,67 % un an plus tard. Il n'est pas exclu qu'au lendemain de cette notation, les investisseurs durcissent davantage leurs conditions d'emprunt vis-à-vis de la première économie de la Cemac.

Le Cameroun est l'émetteur de dette de référence pour le marché régional qui utilise un fonds d'amortissement à la Beac pour le remboursement de sa dette à moyen et à long terme. Ce qui garantit le mécanisme de remboursement. Mais les investisseurs pourraient désormais mitiger ce critère. De quoi s'inquiéter désormais du financement du déficit budgétaire.

Direction générale
de l'agence de
notation financière
internationale
Moody's.

Cedrick Jiongo

PUBLICITÉ



SARA

By Afriland First Bank

Gets better!

Dear customers,

The new version of « **Sara by Afriland Cameroon** » app is now available.

More robustness

Security

flexibility and speed

Available on **Playstore**,
Appstore and at
www.afrilandfirstbank.com



For any issues, please contact us
at **222 518 050** | or via WhatsApp **680 058 005**.

Thank you for your loyalty.

We put the customer's interest first